CTPD du 15/12/2009 :
80 agents de Nantes Cambronne viennent dire non aux suppressions d'emplois

Rappel : au CTP Central du 30 novembre dernier, auquel l'Union SNUI-SUD Trésor avait refusé de participer, la DGFIP a décidé la suppression de 2 569 emplois. La Loire-Atlantique se trouve impliquée par 36 suppressions de postes (18 pour la filière fiscale et 18 pour la filière gestion publique, avant opération de transfert du recouvrement de la Taxe Professionnelle).

Au niveau départemental, l'intersyndicale avait appelé les agents de Cambronne à se rassembler mardi 15 décembre 2009 à 8h30 avant l'ouverture du CTPD sur les suppressions d'emploi dans la filière fiscale. A cette occasion, 80 agents ont envahi la salle où devait se tenir le CTP. Les représentants des personnels ont fait lecture de déclarations liminaires dans lesquelles ils ont condamné la politique avenue suivie par les pouvoirs publics en la matière. A l'issue, ils ont signifié au président du CTPD (le directeur) que le dialogue sur le sujet des emplois étant impossible avec les responsables administratifs, les agents allaient quitter la salle sans attendre la moindre réponse de la Direction (au demeurant, sempiternelles réponses, déjà connues où l'administration s'efforce de justifier l'injustifiable).

Emplois : les données chiffrées de la filière fiscale (situation au 01/09/2010)

A) Les suppressions nettes d'emplois

Politiquement : dans notre déclaration liminaire - reproduite page 4 - nous avons dénoncé la politique de paupérisation des moyens publics conduite par le gouvernement par application systématique du dogme des suppressions d'emplois. La question de l'emploi est un sujet majeur. Outre qu'elles pèsent lourdement sur l'accomplissement des missions, les suppressions d'emplois dégradent fortement les conditions de vie au travail de l'ensemble des agents. Il s'agit de faire autant, voire plus, en étant moins nombreux.

Techniquement : pour le département ces suppressions ont pour origine les « supposés » gains de productivité liés à l'informatisation (« le fléchage » : télé-actes et télé IR). Sur ce point, il s'agit de s'y opposer et d'en contester la traduction automatique en perte d'emplois, sachant que l'informatique génère des tâches nouvelles, jamais quantifiées.

Fléchage

a) Télé-actes :
- 11 C
  » - 1 CH Châteaubriant
  » - 2 CH Nantes 1
  » - 1 CH St Nazaire 1
- 2 CH Pornic
- 3 CH Nantes 2
- 2 CH St Nazaire 2

b) Télé IR/DPR :
- 6 C
  » 6 postes supprimés à l'EDRA

c) Plan Banlieue :
- 1 B
  » - 1 B à l'ICE de Pornic

Total fléchage : - 18 =: - 17 C, - 1 B
B) Transformations d’emplois
Elles se traduisent, exclusivement, par des suppressions d'emplois de catégorie C, les grands perdants. Il ne s'agit pas, comme le prétend l'Administration, d'un plan de qualification qui élèverait le niveau de tous, dans la mesure où le volume général des emplois du département baisse.

a) de C en A : - 5 C ⇔ + 5 A

⇒ - 1 C CDI Ntes Ouest  ⇔  + 4 A SIP Nantes (Sud Est, Nord Ouest, Ouest, Sud Ouest)
⇒ - 1 C SIE Ntes Nord Ouest  ⇔  + 1 A Direction
⇒ - 1 C Direction
⇒ - 2 C EDRA

b) de C en B : - 7 C ⇔ + 7 B

⇒ - 1 C Accueil Nantes  ⇔  + 1 B Accueil Nantes
⇒ - 1 C CDI Ntes Sud  ⇔  + 1 B CDI Ntes Sud
⇒ - 1 C SIEC Ntes Sud Est  ⇔  + 1 B SIEC Ntes Sud Est
⇒ - 1 C SIE Ntes Nord Est  ⇔  + 1 B SIE Ntes Nord Est
⇒ - 1 C SIP(SAID) Pornic  ⇔  + 1 B SIP(SAID) Pornic
⇒ - 1 C SIE St Nazaire Nord Ouest  ⇔  + 1 B SIE St Nazaire Nord Ouest
⇒ - 1 C Direction

Total transformations d’emplois : -12 C ⇔ +7 B, + 5 A

C) Redéploiements (intra-catégoriels) : dans la même catégorie d'emplois (C,B ou A), c'est un jeu de chaises musicales entre les différents services.

Emplois A : - 4 ⇔ + 4

<table>
<thead>
<tr>
<th>Implantations (+)</th>
<th>Désplantations (-)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>+ 1 SIP Châteaubriant</td>
<td>- 1 FI Ntes Nord Ouest - Châteaubriant</td>
</tr>
<tr>
<td>+ 1 SIP Nantes Sud</td>
<td>- 1 BCR Nantes</td>
</tr>
<tr>
<td>+ 1 SIP St Nazaire</td>
<td>- 1 SIE Pornic</td>
</tr>
<tr>
<td>+1 BCR St Nazaire</td>
<td>- 1 ICE Pornic</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>+ 4</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>- 4</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Emplois B : - 5 ⇔ + 5

<table>
<thead>
<tr>
<th>Implantations (+)</th>
<th>Désplantations (-)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>+ 1 SIP Châteaubriant</td>
<td>- 1 ORDOC Châteaubriant</td>
</tr>
<tr>
<td>+ 1 ICE Pôle 2 Nantes</td>
<td>- 1 ICE Châteaubriant</td>
</tr>
<tr>
<td>+ 1 SIE Pornic</td>
<td>- 1 ICE Pornic</td>
</tr>
<tr>
<td>+ 2 CDI St Nazaire Sud Est</td>
<td>- 2 ORDOC St Nazaire Sud Est</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>+ 5</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>- 5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Emplois C : - 11 ⇔ + 11

<table>
<thead>
<tr>
<th>Implantations (+)</th>
<th>Désplantations (-)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>+ 1 CDI Ntes Nord Est</td>
<td>- 1 CDI Ntes Nord Ouest</td>
</tr>
<tr>
<td>+ 2 CDI Ntes Sud</td>
<td>- 1 CDI Ntes Ouest</td>
</tr>
<tr>
<td>+ 1 SIE Ntes Sud Ouest</td>
<td>- 1 CDI Ntes Sud Ouest</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Tableau général

#### CTPD emplois

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature</th>
<th>(-) C</th>
<th>(-) B</th>
<th>(-) A</th>
<th>(+) C</th>
<th>(+) B</th>
<th>(+) A</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Fléchage</td>
<td>-17</td>
<td>/</td>
<td>/</td>
<td>/</td>
<td>/</td>
<td>/</td>
<td>-17</td>
</tr>
<tr>
<td>Plan banlieue</td>
<td>-1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>-1</td>
</tr>
<tr>
<td>Transformations d'emplois</td>
<td>-12</td>
<td>/</td>
<td>/</td>
<td>/</td>
<td>+7</td>
<td>+5</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Redéploiements</td>
<td>-11</td>
<td>-5</td>
<td>-4</td>
<td>+11</td>
<td>+5</td>
<td>+4</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>-40</td>
<td>-6</td>
<td>-4</td>
<td>+11</td>
<td>+12</td>
<td>+9</td>
<td>-18</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Net par catégories

<table>
<thead>
<tr>
<th>Letter</th>
<th>Quantity</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>C</td>
<td>-29</td>
</tr>
<tr>
<td>B</td>
<td>+6</td>
</tr>
<tr>
<td>A</td>
<td>+5</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>-18</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**D) Transfert de la TP (prélèvement d'emplois sur la filière gestion publique)**

Par ailleurs, il y aura un redéploiement d'emplois de la filière gestion publique vers la filière fiscale (dans les SIE) pour recouvrer la taxe professionnelle (ou son substitut).

**Soit : + 7 C (pour l'ensemble de la direction)**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Direction</th>
<th>(+) C</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>SIEC Ntes Sud Est</td>
<td>+1 C</td>
</tr>
<tr>
<td>SIE Ntes Nord Est</td>
<td>+1 C</td>
</tr>
<tr>
<td>SIE Ntes Sud</td>
<td>+1 C</td>
</tr>
<tr>
<td>SIE Ntes Sud Ouest</td>
<td>+1 C</td>
</tr>
<tr>
<td>SIE St Naz Sud Est</td>
<td>+2 C</td>
</tr>
<tr>
<td>SIE St Naz Nord Ouest</td>
<td>+1 C</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Ce transfert d'emploi, d'une filière vers l'autre, correspond à un transfert de charges (le recouvrement de la TP). Il n'est pas question, ici, de créations nettes d'emplois. Donc en réalité, à périmètre constant, la filière fiscale perd effectivement 18 emplois au titre de 2010.

En conclusion, en cette fin d'année, dans de nombreuses Directions, des actions diverses ont été menées (grève, envahissement des CTPD, rassemblements, ...). Les agents de la DGFIP signifient par cela « que trop, c'est trop », et qu'ils refusent d'être les grands sacrifiés sur l'autel de l'orthodoxie budgétaire.
DECLARATION LIMINAIRE au CTPD du 15 Décembre 2009

Au CTPC du 30 novembre dernier, le Directeur Général a annoncé et acté la suppression de 2 569 emplois à la DGFip pour 2010. Ainsi, il poursuit la logique suivie depuis plusieurs années.

La première analyse nous permet d’affirmer que la fusion Impôts - Trésor, contrairement au discours lénifiant et d’autosatisfaction des autorités administratives, loin de protéger l’Administration Fiscale et de la Gestion Publique, impulse et entérine son démantèlement. Comme nous l’avions dit, elle est un outil servant à amplifier le volume des suppressions d’emplois.

Ainsi apparaît clairement l’objectif de ce processus de fusion.

Quel paradoxe !!

Alors que dans les médias, les ministres se répandent sur leur volonté inébranlable de lutter contre la fraude fiscale et de mettre fin aux paradis fiscaux, ces mêmes ministres, notamment celui des Comptes Publics et du Budget, taillent fortement dans les effectifs de l’administration chargée d’appliquer ces orientations.

Par là même, ils démontrent que la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux n’est qu’un leurre, un chiffon agité pour amuser la galerie, ou pour faire dans le politiquement correct, une vaste opération de communication, dont ce pouvoir a fait un axe stratégique.

Supprimer des emplois par milliers, cela signifie in fine :
- appauvrir, affaiblir le Service Public Fiscal, Foncier et de Gestion Publique. Ce démantèlement correspond à un programme méthodiquement mis en œuvre, dont nos concitoyens sont les premières victimes.
- dégrader fortement les conditions de vie au travail des femmes et des hommes en charge de ces missions de Service public. Cela se traduit par une montée du stress, du mal-être au travail, maux que les Organisations Syndicales et les acteurs de prévention ont maintes fois dénoncés.

Alors que les effets néfastes de la crise commencent à se faire lourdement sentir, notamment au niveau de l’augmentation du taux de chômage, alors que l’État doit dans cette période remplir pleinement son rôle de cohésion sociale, les politiques libéraux continuent à détruire massivement des emplois publics. La poursuite de cette politique absurde et devastatrice nous mène collectivement dans le mur. Elle constitue pour nous un contresens historique et aboutit à créer une société plus injuste et moins solidaire.

Bonnes fêtes de Fin d’Année
à toutes et à tous